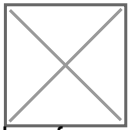


Les démolitions israéliennes de maisons palestiniennes à Jérusalem atteignent un nouveau record

Description

En 2024, Israël a détruit 181 maisons et approuvé le plus petit nombre de plans de construction palestiniens en dix ans, tout en donnant son feu vert à des milliers de logements dans les colonies.

Par Georgia Gee et Dikla Taylor-Sheinman, le 6 mars 2025



Les forces israéliennes détruisent un bâtiment dans le quartier de Beit Hanina à Jérusalem-Est, le 20 février 2024. (Jamal Awad/Flash90)

Ibrahim Mashhra et sa famille de six personnes sont sans abri depuis plus de deux mois maintenant, après avoir été contraints par les autorités israéliennes de détruire leur propre maison dans le quartier de Jabal Al-Mukaber à Jérusalem-Est.

La municipalité de Jérusalem et l'Unité nationale d'application de la loi menaçaient de démolir la maison de Mashhra depuis 2018 pour « construction sans permis ». En décembre 2024, il a reçu un ordre officiel de démolition, lui laissant seulement trois semaines pour quitter les lieux ou démolir lui-même la maison. Pour sauver certains des effets personnels de ses jeunes enfants, Mashhra a choisi la deuxième option. Il a quand même dû payer des amendes d'un montant total de 54 000 NIS (14 930 \$).

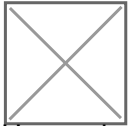
« Je suis né ici, à Jérusalem-Est, mais je ne bénéficie pas des droits les plus fondamentaux », a-t-il déclaré à +972. « La situation ici est extrêmement difficile. »

Mashhra et sa famille ne sont pas les seuls dans cette situation difficile. Alors que la campagne brutale d'Israël à Gaza a capté l'attention de la majorité de la communauté internationale, les autorités étatiques et municipales ont décidé d'augmenter les plans de construction de colonies et d'accroître et d'intensifier les démolitions. D'innombrables familles palestiniennes à travers Jérusalem-Est ont été confrontées au même dilemme dévastateur : démolir leurs propres maisons ou regarder les autorités le faire.

Selon les données recueillies par Ir Amim, une organisation israélienne à but non lucratif qui suit les démolitions, l'année 2024 a vu un nombre record de démolitions de maisons palestiniennes à Jérusalem-Est. La plupart des 255 structures, dont 181 habitations, ont été détruites pour avoir été construites sans permis, qui est [presque impossible à obtenir](#) pour les Palestiniens. Pour éviter de lourdes sanctions, notamment de fortes amendes et même des peines

dâ??emprisonnement, les habitants nâ??ont eu dâ??autre choix que de procÃ©der eux-mÃªmes Ã 108 de ces dÃ©molitions.

Lâ??annÃ©e 2025 a commencÃ© de la mÃªme maniÃ¨re, avec 46 dÃ©molitions et ce nâ??est pas fini. Fin janvier, la famille Jaâ??abis a Ã©tÃ© [forcÃ©e de](#) dÃ©molir son immeuble Ã Jabal Al-Mukaber, qui comprenait trois appartements et plusieurs commerces. Un autre triste prÃ©cÃ©dent a Ã©tÃ© Ã©tabli cette semaine lorsque, pour la premiÃ¨re fois, IsraÃ«l a procÃ©dÃ© Ã des dÃ©molitions de maisons Ã JÃ©rusalem-Est [pendant le ramadan](#).



Une maison dÃ©molie Ã Silwan, JÃ©rusalem-Est, avec des colonies juives juste au-dessus, novembre 2024. (Georgia Gee)

Ã« Les dÃ©molitions de maisons sont au cÅur de lâ??objectif dâ??IsraÃ«l de contrÃ´ler le territoire et la dÃ©mographie [Ã JÃ©rusalem-Est] Ã», a expliquÃ© Aviv Tatarsky, chercheur Ã Ir Amim. Ã« Il est clair que si lâ??on nâ??arrÃªte pas IsraÃ«l, les dÃ©molitions continueront de sâ??accÃ©lÃ©rer de jour en jour. Ã«

En rÃ©ponse Ã lâ??enquête de +972, la municipalitÃ© de JÃ©rusalem a dÃ©clarÃ© que Ã« les mesures dâ??exÃ©cution sont gÃ©nÃ©ralement prises Ã lâ??encontre des bÃ¢timents et des structures construits illÃ©galement et qui ne peuvent Ãªtre lÃ©galisÃ©s rÃ©troactivement en raison de futurs projets pour la zone ou lorsque les propriÃ©taires ou les responsables de la construction ne se conforment pas aux dÃ©cisions de justice Ã». Elle a ajoutÃ© quâ??il nâ??y avait eu Ã« aucun changement significatif Ã» dans le nombre de mesures dâ??exÃ©cution Ã lâ??encontre des Ã« bÃ¢timents illÃ©gaux Ã» au cours de lâ??annÃ©e Ã©coulÃ©e.

Pendant ce temps, alors que les dÃ©molitions se poursuivent, le gouvernement israÃ©lien a [fait avancer](#) six nouveaux projets de colonies juives Ã JÃ©rusalem-Est, ouvrant la voie Ã des milliers de logements. Alors quâ??ils Ã©taient auparavant bloquÃ©s en raison de prÃ©occupations [dâ??ordre juridique](#) et de [critiques internationales](#), IsraÃ«l a Ã©tÃ© encouragÃ© Ã les relancer et Ã les accÃ©lÃ©rer aprÃªs lâ??investiture du prÃ©sident Donald Trump en janvier.

Expulser les Palestiniens

Les dÃ©molitions sont Ã« indissociables de la crise du logement Ã JÃ©rusalem-Est Ã», a expliquÃ© Sari Kronish, architecte chez Bimkom, une organisation israÃ©lienne de dÃ©fense des droits de lâ??homme qui se concentre sur les politiques dâ??amÃ©nagement israÃ©liennes. Ã« Si les Palestiniens ne sont pas autorisÃ©s Ã concevoir des projets et si lâ??Ã©quitÃ© en matiÃ¨re de logement nâ??est pas prise en compte, cela se rÃ©percute sur cette politique dÃ©vastatrice. Câ??est un cercle vicieux. Ã«

En 2024, la municipalitÃ© de JÃ©rusalem nâ??a approuvÃ© que 57 plans, soit un total de 1 000 logements, pour les Palestiniens de JÃ©rusalem-Est, le chiffre le plus bas depuis dix ans.

Parallèlement, 120 plans ont été approuvés pour les colons juifs israéliens, ce qui permettrait la construction de 11 000 logements.

Les démolitions de maisons à Jérusalem-Est sont historiquement ancrées dans des politiques de logement inéquitables qui visent à chasser les Palestiniens de la ville afin de créer et de maintenir une majorité démographique juive. Après avoir occupé et annexé illégalement Jérusalem-Est lors de la guerre de 1967, Israël a suspendu toutes les procédures d'enregistrement foncier et de zonage, ce qui a empêché la délivrance de permis de construire. Mais si les terres ne pouvaient pas être légalement exploitées, elles pouvaient être confisquées par l'État à une [politique que](#) Israël a menée avec acharnement pour déposséder les résidents palestiniens et faciliter la construction de colonies juives.

Israël a repris les procédures d'enregistrement des terres en 2018 dans le but [d'clarer de](#) « réduire les inégalités socio-économiques », mais le [véritable objectif](#) était d'affirmer la souveraineté israélienne en répertoriant toutes les terres de Jérusalem-Est occupées dans le registre foncier israélien et, par conséquent, en exigeant que ses écoles utilisent les programmes scolaires israéliens.

En 2017, la Knesset a adopté la [loi Kaminitz](#), qui visait à criminaliser les violations en matière de construction et à intensifier l'application de la loi par une augmentation des démolitions de maisons et des amendes plus lourdes. En conséquence, de plus en plus de Palestiniens ont commencé à détruire leurs propres maisons, incapables de payer les frais de démolition élevés et choisissant d'éviter la dévastation plus importante causée par les bulldozers israéliens.

Pendant des décennies, le « protocole Mukhtar » a permis aux Palestiniens de prouver leur propriété et de [soumettre des](#) plans de construction privés à la municipalité israélienne en l'absence d'enregistrement officiel des terres. Cependant, à la suite d'une campagne publique concertée menée par des groupes de droite, affiliés à des colons qui [d'nonçaient le](#) « transfert illégal de terres » des Arabes avec des revendications fallacieuses », les autorités israéliennes ont établi de [nouvelles réglementations](#) exigeant une preuve complète de la propriété foncière à une exigence d'librement inaccessible pour les Palestiniens. Cela a entraîné un arrêt de la construction : en 2023, aucun plan sur des terrains privés qui n'avaient jamais été entièrement enregistrés n'a dépassé le stade préliminaire.

À Jabal Al-Mukaber, Mashhra a passé six ans à essayer d'organiser ses voisins pour qu'ils soumettent un plan de construction commun pour un seul lot, comme l'exigent les nouvelles réglementations qui imposent que les plans couvrent une zone géographique minimale de 10 dunams, comprenant 20 à 30 familles. Cependant, comme l'approbation dépendait d'un accord unanime entre tous les voisins, ses efforts ont finalement échoué. Un voisin ayant refusé de démarrer, le plan « s'est évaporé », a déclaré Mashhra.

Cette exigence est qu'un des nombreux obstacles bureaucratiques auxquels les Palestiniens sont confrontés, souvent après avoir investi dans des urbanistes et des avocats coûteux. « Un plan entier peut être rejeté simplement parce que l'autorité estime qu'une seule route [dans le projet proposé] n'est pas au bon endroit », a expliqué Rawan Shalalkeh, urbaniste chez

Bimkom.

Faire place aux touristes

Israël a utilisé ces processus alambiqués empêchant la construction palestinienne en invoquant des lois israéliennes plus anciennes telles que la [loi sur les biens des absents](#), qui permet à l'État de confisquer les biens palestiniens qu'ils ont été contraints de laisser derrière eux en 1948, et la [loi sur les questions juridiques et administratives](#), qui permet aux Juifs de récupérer les biens appartenant à des Juifs avant 1948 pour expulser les Palestiniens de leurs terres au profit de l'État et des colons juifs.

Abu Shafa, un quartier palestinien près de la vieille ville de Jérusalem, Rami Abu Shafa, éducateur spécialisé et art-thérapeute, a passé des années à essayer d'obtenir un permis de construire, mais comme beaucoup d'autres, ses efforts ont été vains. La municipalité de Jérusalem et l'Unité nationale d'application de la loi ont démoli sa maison, ainsi que celles de sa mère et de ses frères et sœurs, fin décembre 2024. Ils n'ont eu que deux semaines pour évacuer leurs affaires.

« Nous n'attendions pas du tout prêts », a-t-il déclaré à +972. « Ce fut une période très stressante, à essayer de trouver un autre logement pour que nous puissions garder nos enfants à l'école. »

Abu Shafa doit encore payer une amende de 90 000 NIS (24 860 \$) et nettoyer les débris après la démolition. « J'ai vraiment choqué d'être victime d'une démolition », a-t-il déclaré.

La maison d'Abu Shafa a été l'une des 68 démolies à Silwan l'année dernière pour faire place à un [parc touristique](#) biblique, un projet en gestation depuis deux décennies, négocié par l'État et des groupes de colons. Auparavant bloqué en raison de la condamnation internationale, le plan est maintenant accepté dans le contexte de la guerre à Gaza.

« L'ampleur de la violence étatique israélienne est bien pire qu'auparavant », a déclaré Tatarsky à Ir Amim. « Dans le passé, la communauté internationale intervenait, mais maintenant elle semble presque complaisante, permettant à Israël de poursuivre des actions qu'elle n'a pas pu mener pendant deux décennies. »

En réponse à l'enquête de +972, la municipalité de Jérusalem a déclaré qu'elle avait fait avancer un plan directeur de quartier visant à lutter contre les constructions non autorisées à Silwan, tout en restaurant la zone à sa vocation initiale d'espace vert ouvert à l'usage du public.

« Cette mesure coercitive vise à encourager les habitants à mettre en œuvre la solution proposée tout en tenant compte des sensibilités de la zone », indique le communiqué.

Pendant les week-ends de janvier et février, des centaines de résidents palestiniens de Jérusalem-Est, rejoints par des militants israéliens de gauche et internationaux, [sont descendus dans la rue](#) pour [protester contre](#) les démolitions à Silwan. Lors d'une manifestation, [Aryeh King](#),

maire adjoint de Jérusalem et militant d'extrême droite de premier plan, est venu remettre en personne les ordres de démolition. « Les Arabes qui ont volé les maisons des Juifs seront expulsés », a-t-il déclaré à la presse. « Avec l'aide de Dieu, un rédempteur est venu à Sion. »

Des colonies « en expansion constante »

En 2024, Israël a désigné 11 zones de Jérusalem-Est, dont Beit Safafa, Umm Lysoon, Atarot, Sheik Jarrah et Umm Tuba, pour de nouvelles colonies, avec des plans de construction de milliers de logements.

« Les colonies ne cessent de s'étendre », a déclaré Kronish de Bikom. « Il y a cette utilisation abusive continue des processus bureaucratiques afin de confisquer autant de terres que possible ou de les enregistrer au nom de colons juifs. »

À Jabal Al-Mukaber, le quartier de Mashhra, des projets sont en cours pour doubler la population de Nof Zion, une colonie juive qui abrite actuellement 90 familles. L'année dernière, la municipalité de Jérusalem a alloué 2 millions de shekels (550 000 dollars) à la construction d'un terrain de sport pour la colonie, tandis que 34 maisons palestiniennes du quartier ont été démolies. Cette année, les autorités ont approuvé l'expansion de Nof Zion dans les quartiers palestiniens environnants, ajoutant de nouvelles unités de logement et une école financée par la municipalité.

L'un des résidents les plus en vue de Nof Zion est l'activiste pro-colons Henanel Garfinkel. Fin 2024, il a été nommé chef du département du gardien des biens des absents, un organe puissant au sein du ministère israélien des Finances chargé de superviser les propriétés palestiniennes à Jérusalem-Est. Garfinkel avait auparavant facilité la vente de terrains dans le quartier de Silwan à des groupes pro-colons et affirmé que Jérusalem-Est était sous « occupation arabe ».

« Quand on croit avoir touché le fond, on continue à aller de mal en pis », a déclaré Kronish. Sous prétexte de guerre, « toutes les branches de l'état se sont mises à travailler ensemble » pour faire avancer ses objectifs à Jérusalem-Est.

La municipalité de Jérusalem a déclaré qu'elle avait investi environ 2,2 milliards de shekels (607 millions de dollars) au cours des cinq dernières années à Jérusalem-Est et qu'elle avait « fait progresser les plans de rénovation urbaine adaptés aux besoins de la population locale ».

Pour l'instant, Mashhra et sa famille à Jabal Al-Mukaber logent chez son frère, juste derrière les vestiges de leur maison détruite. Mais une fois que son frère sera rentré des États-Unis, ils devront partir. Son avenir, et celui de ses jeunes enfants, reste incertain.

« En ce moment, nous serions littéralement à la rue », dit-il. « Si vous avez la chance de trouver une maison, le loyer représente presque un salaire complet. Alors que faire ? »

*Georgia Gee est une journaliste d'investigation qui couvre les questions relatives aux droits de l'homme, aux atteintes à l'environnement et à la surveillance.
Dikla Taylor-Sheinman est membre de la Shatil Social Justice Fellowship au +972 Magazine.
Actuellement basée à Haïfa, elle a passé l'année dernière à Amman et les six années précédentes à Chicago.*

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2025/03/07